



## COMMUNIQUE N°001/ODEP/JANVIER/2025

---

### **PARTENARIAT SOCIETE CIVILE-INSPECTION GENERALE DES FINANCES : L'OBSERVATOIRE DE LA DEPENSE PUBLIQUE (ODEP) SE RETIRE**

---

Actuellement Président du Conseil d'administration(**PCA**) de l'**ODEP** et Modérateur du partenariat **SOCIETE CIVILE-IGF**, j'ai pris la décision de démissionner de mes fonctions de modérateur du partenariat il y a deux mois. Depuis lors, j'ai pris l'initiative d'assurer l'intérim de la modération jusqu'à la désignation de mon successeur. À présent, l'**ODEP** se retire totalement du partenariat, mettant ainsi fin à ma mission d'intérim en tant que modérateur.

Il ne fait aucun doute que le geste de l'**ODEP** va soulever des interrogations. Je renvoie les lecteurs au dernier rapport de l'**ODEP**, intitulé : « **Le bilan de la Gouvernance Budgétaire du Président Félix TSHISEKEDI de 2022 à 2025** », qui met en lumière les éléments suivants : un budget irréaliste et non crédible, des dépassements budgétaires, la persistance des fléaux de la corruption et des détournements, les marchés de gré à gré, une budgétisation incomplète, des dépenses irrationnelles, ainsi qu'une longue absence de plan de développement.

En renvoyant le lecteur à notre rapport, je profite de cette occasion pour informer l'opinion publique des conditions particulièrement difficiles dans lesquelles nous avons élaboré ledit rapport. En effet, le **site internet** du ministère du Budget ne publie plus les **états de suivi budgétaire**. Face à cette difficulté, nous avons pris l'initiative de recruter des consultants parmi les experts les plus compétents des institutions et des ministères, en mobilisant les ressources propres de l'**ODEP**.

Il s'agit d'une forme de guérilla intellectuelle qui représente l'une des approches du contrôle citoyen que seuls les néophytes de cette forme de contrôle peuvent contester.

Qui ignore que les chiffres officiels relatifs à la reddition des comptes sont très souvent maquillés ? Ils sont donc plus contestables que ceux fournis par un rapport privé.

Il suffit de rappeler qu'au Brésil, une Présidente de la République a été destituée pour avoir maquillé les comptes de l'État.

Il y a deux ans, lorsque nous avons adhéré à ce partenariat, l'**Inspection Générale des Finances (IGF)** jouissait de la pleine confiance du Président de la République, **Félix TSHISEKEDI**. **Quelle est la situation aujourd'hui ?**

1. **La Patrouille Financière**, un mécanisme crucial de contrôle a priori, a été supprimée. Ce dispositif avait contribué à prévenir la corruption et les détournements, tout en optimisant la mobilisation des recettes publiques, passant de **4 milliards** de dollars sous le régime du Président **Joseph KABILA** à **9,6 milliards** en **2023**. Plutôt que de renforcer cette dynamique positive, le Président **Félix TSHISEKEDI** a pris la décision de supprimer cet outil stratégique, facilitant ainsi les agissements des nombreux prédateurs au sein de son entourage.
2. **La mise en place d'un dédoublement de l'IGF en collaboration avec l'Agence Nationale des Renseignements(ANR)**, impliquant un groupe de personnes peu expérimentées dans le domaine des finances publiques, risque de porter un coup sérieux à l'efficacité du système de contrôle national. Le budget alloué à son fonctionnement prive en effet les institutions essentielles de contrôle des ressources nécessaires pour renforcer la gouvernance budgétaire du pays. Cette initiative semble principalement destinée à favoriser des recrutements au sein d'un réseau de relations proches de la famille biologique du Président, de l'**UDPS** et de l'**Union Sacrée**, dans un contexte de népotisme, ce qui pourrait compromettre l'intégrité de l'**IGF**, de la **Cour des Comptes**, de la **CENAREF**, de l'**ARMP** et d'autres institutions clés chargées du contrôle et de la régulation.
3. Le climat politique, économique et social global est particulièrement dégradé, marqué par une **insécurité généralisée et des violations des libertés d'expression**. De nombreux leaders d'opinion sont agressés et réduits au silence, avec plusieurs d'entre eux emprisonnés. La crise liée au projet de troisième mandat du Président **Félix TSHISEKEDI** persiste, tout comme la crise humanitaire, avec **7 millions de déplacés de guerre** qui

Survivent grâce à une aide budgétaire de seulement **150 FC par an chacun, cf. le rapport de l'ODEP n°009/ODEP/JUIN/2024 du 04 Juin 2024.**

Dans ce contexte, soutenir aujourd'hui le **partenariat IGF-Société civile** revient à soutenir une **IGF** gravement affaiblie, sabotée par un petit groupe de prédateurs et de corrompus, amis et proches du **Président Félix TSHISEKEDI**. Cela revient également à soutenir l'autorité de tutelle, devenue l'un des principaux artisans de la dégradation de **l'IGF**, et à cautionner **l'impunité croissante** qui protège les nombreux prédateurs qui l'entourent.

#### **4. La situation personnelle du PCA de l'ODEP**

**L'ODEP** met un terme au paradoxe qui consistait à offrir, même de manière indirecte, un soutien aux auteurs d'agression et aux responsables de l'atteinte à l'intégrité de son **PCA**, au travers d'un outil placé sous sa tutelle. Un outil que le **Président de la République, Félix TSHISEKEDI**, s'efforce actuellement de démanteler. **La tentative d'agression de sa résidence, survenue la nuit de Noël, reste vivement ancrée dans toutes les mémoires.**

#### **5. Que deviennent les relations ODEP-IGF ?**

Par principe, **l'ODEP** apporte son soutien à l'ensemble de notre système national de contrôle, dont **l'Inspection Générale des Finances (IGF)** fait partie. Ce principe demeure, ce qui implique un soutien minimal, en dehors du cadre du partenariat.

#### **Recommandations au Président de la République et au gouvernement**

1° Réhabiliter la Patrouille Financière de **l'IGF**, un dispositif ayant démontré son efficacité à travers des résultats remarquables sous divers aspects.

2° Mettre un terme au dédoublement de **l'IGF** avec **l'ANR**, qui constitue un gaspillage des ressources dont ni la RDC, ni notre système de contrôle national n'ont besoin.

3° Mettre fin aux initiatives égoïstes qui risquent de détruire davantage la paix, car elles ne favorisent ni le développement économique ni le progrès social du pays, et ne contribuent pas à la mise en place d'une gouvernance budgétaire capable de mobiliser **18 milliards de dollars en 2025**, soit le double des recettes collectées en **2022 et 2023**, estimées à environ **9,8 milliards**.

4° Combattre et résorber la crise humanitaire, organiser une conférence sur cette crise, et mobiliser la communauté nationale, africaine et internationale pour son financement.

Fait à Kinshasa, le 06 Janvier 2025

Pour l'Observatoire de la Dépense Publique

**Jacques KATSHELEWA**

*Directeur Exécutif*



**Florimond MUTEBA TSHITENGE**

*Président du Conseil d'Administration*